

EIRENE



GRANDS LACS

Bulletin d'information

N° 4/2018

La différence qui crée le beau!



Editorial :

Publié par :

EIRENE Grands Lacs

BP : 1298 Av. Kunkiko 35

Bujumbura / Burundi

Tél : (+257) 22258448

(+257) 22278077

Tél portable : (+257) 79248572

eirene-grandslacs@eirene.org

www.eirene.org

En partenariat avec :

La Maison de la Presse

Bujumbura, Burundi

radiosgrandslacs@gmail.com

Facebook : Maison de la Presse du Burundi



CHIRO Burundi

Gitega, Burundi

chiro.amahoro@yahoo.fr



Observatoire Gouvernance et Paix (OGP)

Bukavu, RD Congo

ogprdc@gmail.com



Solidarité des Volontaires pour l'Humanité (SVH)

Baraka, RD Congo

ong_svh@yahoo.fr



Photos :

EIRENE et ses partenaires

Financé par :

Service Civil pour la Paix/BMZ

Impression :

Groupe de Presse IWACU



Épris de valeurs pour un monde pacifique, là où règnent la justice, la Paix et l'intégrité de la Création, l'ONG EIRENE a des lignes directrices qui lui imposent de surmonter les abus de pouvoir en désapprouvant toute forme de discrimination fondée sur la religion, l'origine ethnique ou la couleur de la peau.

Promouvoir l'inclusion et lutter contre la discrimination nécessitent des approches holistiques et un engagement conséquent. C'est pourquoi, EIRENE a choisi de s'associer aux partenaires nationaux et internationaux pour travailler sur trois axes principaux : l'intégration des réfugiés et migrants tant en Europe qu'en Afrique, la promotion du partage équitable des dividendes des ressources extractives et la non-violence sous toutes ses formes.

La diversité de nos interventions est accompagnée par celle de nos partenaires et collaborateurs. Pour ce faire, nous travaillons actuellement tant avec les Mouvements d'Action Catholique qu'avec les églises protestantes et les communautés musulmanes. Un processus de réflexion critique sur la discrimination en général et le racisme en particulier est actuellement en cours depuis notre siège en Allemagne jusqu'aux zones d'intervention des projets en Amérique Latine et en Afrique.

Nous restons convaincus que lorsque les leaders tant politiques que religieux unissent leurs efforts, ils peuvent exercer une influence constructive pour un pluralisme, une diversité et la paix dans ce monde. Notre ambition est



d'accompagner les communautés pour une meilleure exploitation de cette influence vers un respect et une acceptation mutuelle entre tous les hommes et toutes les femmes ainsi que vers un développement harmonieux et durable.

La coordination d'EIRENE pour la région des Grands Lacs, à son nom propre et au nom de tous ces collaborateurs remercie et encourage tous ceux qui de près ou de loin, directement ou indirectement, ont rendu possible l'atteinte des résultats de cette année 2018. Que nos collaborateurs et partenaires retrouvent dans tous nos écrits notre gratitude et considération pour leurs efforts ainsi qu'une invitation ardente à continuer dans le même sens.

Que la grâce du tout puissant nous accompagne sur le chemin de la paix, de la réconciliation entre les peuples et de la satisfaction complète de nos besoins!

SY Issaka Maman Tahirou

Coordinateur d'EIRENE G.L.



Le président du CA/EIRENE recevant le prix pour la paix d'EKD 2018

SOMMAIRE

La diversité fait notre force !

SY Issaka Maman Tahirou



4

Quand les oubliés reçoivent un « visage » !

Anaclet Hakizimana & Claus Schrowange



6

La production minière de Luntukulu enfin connue !

Maître Anaclet Balume & Tibère Kajemba Dunia



8

Une école du « vivre ensemble »

Evariste Nimubona & Soumana Kailou



10

Djuma Sibatwa ou « bâtisseur de ponts » !

Jacques Asunge & Evariste Mfaume

12

« Maman courage » n'est plus !

Pacifique Muliri

14

La diversité fait notre force !

La différence crée le beau. C'est pourquoi, EIRENE contribue à la lutte contre la discrimination en général et le racisme en particulier. Notre monde est actuellement le théâtre des conflits complexes et EIRENE travaille sur les enjeux tels que le pouvoir, l'idéologie ou l'identité. EIRENE tente d'influencer le jeu de partage de ressources ainsi que celui des relations entre les acteurs.



Lors d'une conférence internationale d'EIRENE en 2017

Depuis 2016, EIRENE s'est engagé dans un processus de changement institutionnel, avec une forte sensibilité au racisme. Ainsi, plusieurs questions ouvertes sont en discussion, entre autre celle de savoir si tout conseiller expatrié doit être européen. Du coup s'invitent aussi dans le débat les questions de sensibilités de coopération entre les experts noirs et blancs et de clarification des rôles entre les experts et les Coordinateurs d'EIRENE, surtout sur la dimension hiérarchique. D'autres sujets, entre autres le regard que les partenaires et le personnel local portent sur les privilèges accordés aux conseillers expatriés (noirs et blancs) sont également abordés sans faux-fuyants.

Chez EIRENE, le racisme est désormais un sujet transversal. Le « *mainstreaming* » sur le racisme est présent dans toute la chaîne de travail depuis le choix de l'expertise internationale jusqu'aux traitements et avantages divers dans la mise en œuvre des projets collaboratifs. Ces derniers sont mis en œuvre en consortium avec des organisations locales. C'est pourquoi, un mécanisme de transparence et de gestion consensuelle des défis a été instauré à travers l'institutionnalisation d'un « *Ombudsman* » et la détermination prochaine des points focaux au niveau des différentes régions d'intervention.

Un rendez-vous du « donner et du recevoir »

« Dans les pays chauds, l'homme mûrit plus rapide en toute pièce, mais ne parvient pas à la perfection des zones tempérées. L'humanité est dans sa plus grande perfection dans la race blanche. Les indiens jaunes ont moins de talent. Les noirs sont inférieurs et les plus bas sont une partie des indiens d'Amérique. », disait Emmanuel Kant, philosophe allemand du dix-huitième siècle.

Est-ce à dire que le comportement des individus est expliqué par leur appartenance raciale, leur religion, leur ethnie ou leur origine ? Où situons-nous alors les différences individuelles ainsi que les points communs ?

La prise de conscience est indispensable, surtout que des idéologies pareilles ont orchestré à plusieurs reprises des dérapages. L'esprit raciste est une construction de longue durée. Mais, fort heureusement, il existe encore et toujours des personnes conscientes des valeurs humaines et ne cédant pas aux tentatives de discrimination et de séparation des peuples. EIRENE se trouve parmi cette communauté d'organisations qui tirent leurs principes et leurs valeurs des fondements religieux et des préceptes de non-violence. Pour cette organisation, la responsabilité ne dépend ni de l'origine ni de la race. Ainsi, ses collaborateurs sont issus de tous les coins du monde, avec des

origines variées. La responsabilité se mérite par les compétences techniques et les valeurs défendues. Actuellement, EIRENE accorde l'opportunité à des africains de toutes les nations de devenir des experts internationaux avec des responsabilités variées en Afrique, en Amérique Latine ainsi qu'en Europe.

Unis par des valeurs intrinsèques

« Le pardon est la septicémie de l'âme, la purification de l'esprit et la libération du cœur. Celui qui ne pardonne pas n'a pas la paix dans l'âme ni la communion avec Dieu », selon le Pape François. Depuis 2014, la coordination d'EIRENE pour les Grands Lacs a initié des cadres de dialogue interconfessionnel à un niveau sous régional. C'est pour amener les leaders religieux à enseigner davantage les valeurs de pardon et de tolérance. Pour les années 2016 et 2017, EIRENE et ses partenaires ont organisé deux grandes rencontres internationales avec des leaders religieux d'environ onze pays. Ces différentes initiatives ont contribué au développement et à la mise en œuvre d'un Plan d'Action Stratégique interconfessionnel pour la Paix et la Réconciliation 2016-2020 pour le Burundi.

Le but stratégique poursuivi par EIRENE est de voir les confessions religieuses à l'avant-garde d'un processus de

construction de la paix et de la réconciliation. Ainsi, les leaders religieux prennent des engagements pour refuser le radicalisme violent et travaillent sur les relations sociales (espaces de prière, conseils de famille, etc.). EIRENE promeut la non-violence au niveau des communautés, identifie puis encourage notamment les jeunes qui ont quitté leurs villages pour refuser les recrutements par les extrémistes violents.

« Renforcer la force spirituelle des religions et combattre les idéologies destructives à tous les niveaux » constitue l'essentiel de la stratégie d'intervention. Pour ce faire, cette organisation consolide les travaux déjà effectués sur les recueils des valeurs non-violentes issues des textes religieux (coran, Bible, Tora,...) et les multiplie partout où c'est possible.

« La beauté et la force de l'humanité se trouvent dans sa diversité » disait l'écrivaine Esther Jonhson depuis 1965. La gestion de cette diversité constitue un potentiel pour des approches inclusives et des résultats qui rejoignent les intérêts de tous. Certes, cette question est des plus sensibles mais EIRENE en est consciente et l'aborde en concertation permanente avec ses partenaires.

SY Issaka Maman Tahirou

Coordinateur d'EIRENE Grands Lacs



Regina Bafaki (ACFODE)

Carmen Ibáñez (Ombudsperson EIRENE)

EIRENE considère de façon très sérieuse le racisme comme une forme de discrimination. « Chez EIRENE, il n'y a pas de place pour le nationalisme, le racisme ou les frontières religieuses », disait le pasteur Mennonite Peter Dyck, un de ses fondateurs. À l'automne 2015 un processus a été lancé et tous les départements ont été étudiés d'un point de vue critique à ce sujet. L'objectif est d'identifier et de démonter les attitudes racistes et les déséquilibres du pouvoir dans notre organisation. Ce processus de changement institutionnel a été lancé en vue d'une intégration de la dimension antiracisme (...).

L'engagement pour une humanité réconciliée ne supporte aucune exclusion sectaire et aucun dogmatisme. Chez EIRENE, chaque nouvelle génération doit s'approprier cette attitude et, ce, pour toutes nos activités de coopération : des actions contre la discrimination doivent donc être apprises. C'est pour cela que ce n'est qu'à petits pas que nous pourrons nous rapprocher de notre objectif de devenir une organisation à vocation antiraciste.

(Extrait du Document de Base sur le Mainstreaming Antiracisme, EIRENE, Mai, 2017).



Faustin Nibizi, représentant des réfugiés burundais à Lusenda

Quand les oubliés reçoivent un « visage » !

Le projet « Médias & Paix » utilise le film documentaire pour donner une voix et un visage aux petites gens souvent oubliés. Avec les partenaires du programme EIRENE Grands Lacs, le documentaire permet d'être près des gens pour capturer leur vie quotidienne et connaître leurs besoins et sentiments. Des techniques d'interviews empathiques sont au premier plan.

« **U**n jeudi d'août 2013, je suis sorti. Les gens viennent me dire qu'il ya des problèmes à la maison. En arrivant, je trouve notre maison en flammes. Je demande aux voisins ce qui se passe et où est ma mère. Ils me répondent : ta mère est morte... Après, je sens une odeur de corps brûlé. A travers la porte entrouverte, je vois son cadavre... », témoigne Eca Asukulu (pseudonyme). Du coup, il éclate en sanglots. Tant de souvenirs lui reviennent. Il décrit ensuite en détails ce jour de triste mémoire où sa mère avait été brûlée, suite à la justice populaire, taxée de sorcière !

Nous sommes fin 2016, à Makobola, dans le territoire de Fizi. C'est dans la zone d'action du projet « Tujenge Pamoja » mis en ouvre par Solidarité des Volontaires pour l'Humanité (SVH), en partenariat avec EIRENE Grands Lacs et dans un élan de cohésion sociale. L'organisation SVH est portée par des personnes originaires de Fizi. Ils ont grandi là-bas, y sont souvent présentes, reconnues et respectées. Elle s'attaque notamment aux défis liés à la justice populaire sur fond de sorcellerie et à la cohabitation pacifique entre réfugiés burundais et les résidents.

Le projet « Médias & Paix » accompagne leur travail, en accordant la parole aux gens lors de débats radiophoniques et en donnant un visage aux personnes modestes souvent oubliées par le truchement des photos ou en combinant les deux à travers des films documentaires.

L'être humain à l'avant-garde !

Le film documentaire porte les messages clés de bas vers le haut. Il crée un équilibre selon l'idéal du journalisme sensible aux conflits. L'approche est particulièrement importante car toutes les personnes impliquées ont leur mot à dire, avec leurs besoins et sentiments

respectifs. Cela vaut la peine, eu égard à la mobilisation des habitants du territoire de Fizi autour de la justice populaire sur fond de sorcellerie. « Nous, nous collectons de l'argent. Soit mille, soit deux mille francs chacun. Le tout jusqu'à cinquante milles. Avec cette somme, on envoie deux ou trois personnes. Elles partent chez un voyant traditionnel pour vérifier l'auteur du meurtre. Au retour, elles ont les noms des auteurs. Et nous, nous réagissons en les tuant », explique Ebuela Oseni Asoga, comme si de rien n'était.

Les mots sont choquants, privant le réalisateur et son cameraman de leur souffle. L'émotion est aussi perceptible chez le chef de projet « Tujenge Pamoja ». Les habitants du Territoire de Fizi ont confiance en SVH et sont disposés à s'ouvrir. De même qu'Ebuela Oseni Asoga est convaincu de la justesse de son acte. « La sorcellerie existe! La sorcellerie existe, de même que les sorciers. Jusqu'à l'heure où nous parlons, cela existe », martèle-t-il.

Ainsi, en cas de décès, la plupart des gens soupçonnent rapidement la sorcellerie. Et, droit dans ses bottes, Ebuela Oseni Asoga se dit, comme d'autres jeunes épris d'ordre et de justice. Quand l'Etat n'est pas à mesure de garantir ces valeurs, l'ensemble de la communauté s'inquiète. Et chacun y va de son « ingéniosité », puis de sa force physique. Les autorités locales se disent débordées. « La femme a été tuée devant nos propres yeux. Ils ont jeté des pierres sur la police et sur moi. Nous nous sommes enfuis. Il y avait une foule! Qu'est-ce qu'on pouvait faire? Ici, nous avons deux policiers, qu'aurions nous fait face à 200, 500 personnes ? », regrette Onge Sadiki Mbalamwezi, notable du village l'Amba à Makobola.

La violence culturelle, puis physique

Les soupçons de sorcellerie dégénèrent en justice populaire. Des innocents ou présumés comme tels sont tués ou blessés. Mais, les racines profondes de cette vio-

lence sont débattues sans faux fuyants et des engagements pris. Pour une cohabitation pacifique et des relations bienveillantes. Ainsi, les Dynamiques Locales de Paix (DLP, structures locales de médiation chez SVH) mènent des programmes de sensibilisation à grande échelle et un accompagnement de longue durée. Des résultats positifs sont parfois enregistrés, avec une réconciliation suivant la formule « gagnant-gagnant ». Le film documentaire cherche à mettre en relief ces réalités parfois considérées comme des tabous ainsi que cet accompagnement de proximité de SVH.

C'est pourquoi, la guéguerre entre les réfugiés burundais de 2015 et les résidents baissent d'un cran. Et les réfugiés de Lusenda ont, cette fois l'esprit ailleurs! Le documentaire les laisse voir les étoiles brillant pendant la nuit, éclairant l'obscurité de l'eau. Le temps de songer aux leurs restés de l'autre côté du Lac Tanganyika. Sans la possibilité de les atteindre, du moins physiquement. En attendant ces retrouvailles dont ils ne peuvent fixer une date, ils profitent des créneaux offerts par SVH pour agrémente la vie commune. À travers des matches de football, le programme de danses burundaises et congolaises, les spectacles notamment de théâtre participatif. La cohésion sociale devient ainsi possible. Au point que les réfugiés reçoivent des terres de leurs ennemis d'hier, pour cultiver. Et les réfugiés ne sont plus notamment taxés de voleurs (de bois ou dans les champs).



Plaidoyer pour les "oubliés" dans le territoire de Fizi en RDC

Avec le film documentaire, le projet « Médias & Paix » valorise enfin les approches et les actions de plaidoyer des différents groupes cibles et les changements qui en résultent. Ainsi, le film sur le travail de SVH « *Construisons ensemble - Solidarité de Volontaires pour l'Humanité* » a, en décembre 680 « vues » sur YouTube. De ces 680 personnes, il y en aura certainement qui vont se rappeler le visage de Ebuela Oseni Asoga quand ils entendront parler de la RD Congo ou du territoire de Fizi. Son histoire aura touché des cœurs et créé un lien avec le spectateur.

Anaclet Hakizimana, Chargé de Projet « Médias et Paix »

Claus Schrowange, Assistant Technique d'EIRENE-Maison de la Presse

Vivre avec...

L'approche « living with » (vivre avec) a été créée par le journaliste sierra-léonais Sorious Samura. Ce dernier est né à Freetown. Il a 55 ans aujourd'hui. Il a quitté l'école à quinze ans avec peu de qualifications. Pendant la guerre civile en Sierra Leone (1991 - 2002), il était déçu par la passivité des médias nationaux et internationaux, les accusant de n'avoir pas suffisamment diffusé d'informations sur cette guerre.

Durant cette dernière, il a appris à utiliser une caméra. À l'époque il était en lien avec une compagnie de théâtre locale. Elle l'a assisté pour trouver une caméra vidéo. Puis, il a utilisé la bibliothèque pour apprendre les rudiments de cinéma et produit « Cry for Freetown » ainsi que plusieurs autres documentaires sur les violences diverses en Afrique, parmi lesquels « Living with hunger » (<https://www.opendemocracy.net/node/1719>)

Son style est en grande partie libéré des contraintes des techniques des reporters qui travaillent pour les médias avec peu des moyens. Fuyant l'objectivité dépersonnalisée qui est une pratique courante dans les médias, il essaye de découvrir les vrais besoins et sentiments de ses sources et n'hésite pas à perdre parfois sa neutralité pour exprimer les siens.

Le principe qui sous-tend son style « vivre avec » : les journalistes doivent creuser sous la surface, permettre aux gens de parler de la complexité et de la diversité de leurs vécus et de ramener cette réalité chez les auditeurs.

Dans la production des films documentaires, le projet « Médias & Paix » s'inspire de la devise de Sorious Samura : « Ce film ne parle pas de moi, mais d'eux ».

Nos films documentaires sur YouTube :

CHIRO Burundi - Ensemble pour la paix et le développement

Construisons ensemble - Solidarité de Volontaires pour l'Humanité

L'or et la misère - La lutte d'OGP pour la justice

EIRENE : Service Civil pour la Paix dans la région des Grands Lacs

Territoire de Walungu /RD Congo

La production minière de Luntukulu enfin connue !

La Coopérative Minière des Artisans de Luntukulu (COMALU) sensibilise la population pour le respect de la législation minière. Elle intervient aussi pour le développement communautaire autour du site minier. Mais, le contrôle de la gestion des recettes laisse encore à désirer.



Orpailleurs de Luntukulu

Cent neuf tonnes neuf cent kilos (109 tonnes 900 kg) de cassitérite brute ont été déjà produits cette année. Avec l'étiquetage, la production minière exacte de Luntukulu jusque-là a commencé à être rendue publique. Le processus d'étiquetage des minerais était lancé le 26 février 2018. La population locale s'en réjouit. Selon le Centre d'Expertise, d'Evaluation et de certification des substances minérales de Bukavu (CEEC), Luntukulu disposait de février à juillet d'une enveloppe de 7992 Dollars (US) destinés au développement communautaire comme contrepartie de sa production.

La COMALU cible les priorités de développement du plan opérationnel des villages autour du site. Et l'entretien routier est la priorité absolue. Surtout le tronçon Caminyago-Luntukulu qui facilite l'évacuation des minerais. Depuis le 30 août 2018, la Fondation « Olive Mudekereza » y contribue également, avec la prise en charge de cinq nouveaux cantonniers. « Notre coopérative ne peut pas satisfaire à toutes les priorités de développement, à moins que d'autres acteurs se joignent à notre initiative », reconnaît tout de même Nkubonage Mubeza Kagangu, président de la COMALU. Pour lui, les confessions religieuses, acteurs de la société civile, commerçants, transporteurs,...seraient entre autres mis à contribution.

Se conformer à la loi

Pour Pascal Lweka Messe, secrétaire administratif de Luntukulu, sans minerais, Luntukulu serait invivable.

« Pendant la période de grande production, le nombre d'églises augmente, les activités commerciales s'intensifient et deviennent florissantes pendant que la circulation des personnes et des biens devient régulière. Les caisses de la chefferie en tant qu'entité territoriale décentralisée se renflouent », prouve-t-il. Tout le monde y trouve son compte même si le développement de Luntukulu est souvent la moindre des préoccupations chez certains habitants.

Connu pour ses potentialités minières, Luntukulu est une entité située dans le groupement de Mulamba, Chefferie de Ngweshe, Territoire de Walungu en Province du Sud-Kivu. Elle regorge de la cassitérite, du Wolframite et de l'or, dans le site de Namadava. La législation minière en RD Congo interdit l'exploitation artisanale en solo. Ainsi, les creuseurs artisanaux se sont regroupés dans la COMALU.

De 1972 à 1996, le site était concédé à la Société Minière du Kivu (SOMINKI). Depuis la chute des prix des minerais sur le marché mondial, cette société a commencé à réduire progressivement l'intensité de ses activités sur terrain, allant jusqu'à tout abandonner au profit des exploitants miniers artisanaux. C'était dans le cadre de la libéralisation des activités minières artisanales. A l'époque de la SOMINKI, Luntukulu était devenu un centre minier très prospère, offrant de l'emploi à plusieurs personnes. Mais, certaines de ces dernières attendent encore l'indemnisation qui est la conséquence de la liquidation en cours.

Suite à une convention d'arrangement à l'amiable avec

le Gouvernement Congolais depuis 2002-2003, le site de Luntukulu sera concédé à la multinationale canadienne BANRO. Cette dernière tolère cependant l'exploitation artisanale de l'or et de la cassitérite. Mais, pour obtenir la qualification de ce site, la COMALU a exigé que les personnes non éligibles à l'exploitation minière artisanale vident les lieux. C'est pourquoi, elle a mené une campagne de sensibilisation pour se conformer aux exigences légales et celles du devoir de diligence de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) pour une chaîne d'approvisionnement des minerais libres des tous conflits.

Pour cela, il a fallu entre autres se doter des cartes de creuseurs et limiter la présence des enfants, des hommes en armes, des creuseurs illégaux et des femmes enceintes dans le site minier. « *La présence des creuseurs irréguliers dans le site est souvent à la base des conflits entre les agents de l'administration minière et les creuseurs* » explique un membre de la coopérative.

Des soucis de gouvernance

Sensibles à la précarité ambiante autour des sites, les opérateurs miniers du Sud- Kivu contribuent volontairement au fond du développement communautaire, le « *basket fund* ». Ainsi, les opérateurs miniers en même temps creuseurs artisanaux réunis en coopératives, les négociants et les entités de traitement des minerais ont acceptés de payer en plus des taxes qu'ils versent à l'Etat, une somme 180 dollars US par tonne des minerais exportés. Cette somme est versée dans un compte bancaire spécial et est destinée à financer les projets de

développement, selon les besoins prioritaires exprimés par les communautés riveraines des zones d'exploitation minière.

Les habitants de Luntukulu réfléchissent même à un basket fund local. « *La COMALU et la Fondation Mudekereza ont fait leur part. Il nous reste à leur emboîter le pas* », pense Claude Bingwa, modérateur du forum du site de Namadava. Il appelle, en outre les membres de la communauté à apporter chacun sa part à l'édifice. « *Certaines personnes gagnent de l'argent grâce aux minerais et vont par la suite se construire des villas à Bukavu, s'acheter de grosses jeeps,...au lieu d'investir localement* », se plaint Nkubonage Mubeza Kagangu. Il les encourage à investir d'abord chez eux.

Des craintes s'expriment également par rapport à la gestion des fonds disponibles. « *Il est impératif de mettre sur pied un comité de contrôle de l'utilisation des recettes de l'exploitation minière. Cela nous éviterait le risque de voir l'argent utilisé à des fins privées au détriment du développement communautaire* », explique un habitant de Luntukulu, sous anonymat. Pour prévenir ces vellités de détournement des fonds, un système de gestion tripartite a été institué (la société civile, les opérateurs miniers et l'Etat). Chacun a un rôle bien défini dans un manuel de procédure. La gestion financière est confiée aux opérateurs miniers, eux mêmes donateurs et la société civile joue le rôle de suivi des projets. L'Etat intervient enfin dans la mission de coordination de tout le système.

Anaclef Balume, Chargé de Projet « Economie de Paix »

Tibère Kajemba Dunia, Chargé des programmes / OGP



Nkubonage Mubeza Kagangu, président de la COMALU



Une école du « vivre ensemble »

CHIRO-Burundi organise des activités de renforcement mutuel des jeunes durant les vacances. Cela permet à ces jeunes d'éviter les mauvaises habitudes et de préparer leur avenir. Les parents, comme l'ensemble de la communauté s'en frottent les mains...

Travaux manuels le matin, formation intellectuelle le soir sur divers thèmes, tels les droits humains, la résolution pacifique des conflits, la protection de l'environnement, la lutte contre le VIH-SIDA et les infections sexuellement transmissibles. Et puis, des séances d'échanges-débats pour clôturer la journée. C'est le programme auquel étaient conviés durant le mois d'août 2018 plus de 200 jeunes (filles et garçons, entre 15 et 25 ans) au Centre Polyvalent des Jeunes pour la Paix CPJP à Gitega. Cette structure de CHIRO-Burundi permet de galvaniser les jeunes autour des activités récréatives et sportives. Du coup, cela renforce la solidarité positive, tremplin pour la transformation de la communauté.

Ainsi, ces jeunes tournent le dos aux « *ligalas* » (lieux d'oisiveté) où ils apprenaient les mauvaises habitudes. Ainsi profitent-ils des vacances pour venir chaque jour au CPJP et y apprendre pour fortifier le corps et l'esprit : sport, danse traditionnelle et moderne, lecture, échanges-débats sur la gestion non-violente des conflits ambiants,...sont à leur agenda.

François Icizanye, administratif à la base de Gitega en est content. Il dit avoir remarqué un réel changement de comportement chez certains jeunes. « *Ils ne rentrent plus tard la nuit et ne se bagarrent plus, depuis que le CPJP les encadre. Mais, ce dernier devrait agrandir son champ d'action et atteindre le maximum de jeunes. La plupart de ces derniers sont ingouvernables durant les vacances* », dit-il.

Education à la paix

Pour clôturer la semaine culturelle, le CPJP organise une cérémonie où certains jeunes reçoivent du matériel scolaire, à la grande satisfaction de des parents. « *A part que mes trois enfants se sont joints aux autres pour faire du sport et apprendre autre chose d'important en dehors de ce qui est enseigné à l'école, ils sont tous rentrés avec des kits scolaires. Cela m'a soulagé un peu.* », confie Albert Masabo. Cette semaine culturelle tenue du 20 au 22 août 2018 a notamment vu la participation des autorités religieuses, politiques et administratives de Gitega.



Membres de CHIRO - Burundi pendant la semaine culturelle

Selon Eddy Gakiza, encadreur culturel, le CPJP apprend aux jeunes à regarder leur vie en face. Pour mieux comprendre les événements sociaux qui les entourent et leurs aptitudes à changer positivement eux-mêmes, à changer la communauté et le monde entier. L'activité valait la peine. Durant les grandes vacances (juillet et septembre), la plupart des jeunes échappent au contrôle des parents et s'engagent dans des travers de tous ordres : alcoolisme, consommations de drogues et autres stupéfiants, vagabondage sexuel, manipulation par certains politiciens pour créer le désordre...

Durant les échanges entre ces jeunes, même les sujets sensibles s'invitent. Notamment les torts qu'ils se causent souvent lors des processus électoraux (surtout en 2015), les clivages ethniques et politiques. Le tout pour mieux comprendre ce qui les unit, plus que ce qui les divise et pour un avenir meilleur et commun. « Mieux qu'une formation scolaire, le CPJP offre un cadre idéal de transfert de compétences, de compréhension mutuelle et de prise d'engagements pour une communauté harmonieuse et réconciliée », se réjouit Elie Siboniyo responsable du Club traditionnel « Abahizi » (les gens qui s'estiment capables) qui opère au sein du CPJP.

Un centre pour tous

Le CPJP a été créé en 2016 par le Mouvement d'Action Catholique CHIRO-Burundi pour promouvoir des ac-

tions de paix et de non-violence. Cette année, le thème retenu était « Les jeunes au service de la paix et de la non violence ». Au départ, il était réservé aux seuls membres de CHIRO-Burundi. Mais, depuis 2017, il s'est ouvert à tout le monde. « Il fallait convier tous nos jeunes au rendez-vous du donner et du recevoir, y compris ceux des autres Mouvements d'Action Catholique et même les non-catholiques », précise Ernest Twagirimana, un jeune membre du comité régional de CHIRO à Gitega.

Après avoir participé pour la première fois à une telle activité, Bélyse Nshimirimana se dit agréablement surprise. « J'ai noué des relations avec des frères et sœurs provenant de différents quartiers de la ville de Gitega. J'ai aussi appris à tolérer, à pardonner celui ou celle qui m'a causé du tort. Mais cela n'est pas facile, je sais », a-t-elle affirmé.

Cependant, il reste beaucoup à faire. Surtout que la ville de Gitega compte à ce jour près de 300 enfants de la rue, selon l'administration communale. Ce qui est perçu comme une « bombe à retardement », malgré les efforts déjà consentis pour les retourner dans leurs familles respectives.

Evariste Nimubona, Chargé de Projet « Amahoro »

Soumana Kailou, Assistant Technique d'EIRENE/CHIRO-Burundi



Djuma Sibatwa ou « bâtisseur de ponts » !

Le Mwami Djuma Sibatwa est chef de groupement de Balala-Nord. Son engagement personnel dans la Dynamique Locale de Paix (DLP) de Lusenda a créé un lien entre les réfugiés burundais et les résidents.

Taille imposante, 59 ans révolus, pédagogue de formation, Djuma Sibatwa est le chef coutumier dans le territoire de Fizi. Reconnu et respecté pour sa sagesse et sa modestie. Accueillant et toujours disponible, il facilite spontanément et bénévolement le travail de la DLP. « J'ai fort milité pour que la DLP (structure locale de médiation) soit mise en place en 2015 ici à Lusenda. Avec les changements déjà opérés aujourd'hui grâce à la DLP, mes efforts ont été largement récompensés », s'exclame Djuma Sibatwa, de sa voix rauque.

« Grâce à lui, nous avons accès aux responsables de la Commission Nationale pour les Réfugiés (CNR) et du HCR et aux autres chefs coutumiers....Sa forte personnalité a construit des ponts entre les réfugiés burundais et les résidents. Djuma Sibatwa a aussi rendu possible l'octroi des terres arables à plus d'une centaine de ménages de réfugiés burundais», souligne Madame Tengeneza Wabikwa, un des membres de la DLP.

Garant de l'unité

« Il est le garant de l'unité chez nous », affirme Ramazani Bitomwa, résident de Lusenda. « Par contre, la situation était trop tendue en 2015 et 2016. Des résidents ont même manifesté dans les rues de Lusenda contre les réfugiés. Des groupes de jeunes des deux camps étaient prêts à se battre et la situation devenait très difficile à contrôler », se souvient Balange Yaeta Obo'o.

Selon Justin Biaba, modérateur de la DLP Lusenda, le chef de groupement est resté un « simple » membre parmi d'autres de la DLP, ne se cachant jamais derrière son autorité de chef coutumier. Il participe activement aux réunions et attend avec patience jusqu'à ce qu'un consensus soit trouvé. Après il intervient pour la mise en œuvre aisée des engagements. « ...Nous avons décidé lors d'une réunion que le chef de groupement doit établir un cadre plus large et inclusif à Lusenda pour discuter des questions des droits humains et de paix. Djuma Sibatwa n'était pas présent à la réunion, mais il n'a pas mis en cause notre décision. Par contre, il n'a ménagé aucun effort pour que nous puissions réaliser l'initiative en peu de temps... », explique-t-il.

Pour Faila Andjelani, conseillère de la DLP, Djuma Sibatwa est indispensable à la mise en œuvre des activités planifiées par le groupe et pour la cohésion sociale. « Des cas des conflits différents sont portés à la connaissance des responsables de la DLP. Il participe aux analyses des cas, aux contacts avec les parties en conflits, aux séances de médiation et surtout au suivi de mise en œuvre des accords conclus... », témoigne Faila Andjelani.

Réconciliés par la terre

Avant l'implication de Djuma Sibatwa, certains leaders communautaires à Lusenda s'opposaient à l'octroi de la terre aux ménages de réfugiés burundais. Ceci a failli remettre en cause les résultats obtenus par l'action de la DLP. « ...J'étais très réticent avec cette approche qui tend à donner nos terres aux réfugiés burundais... Je pensais que la DLP nous cachait la vraie motivation de cette générosité. Je craignais que notre pouvoir aille s'effritant au profit des réfugiés qui par après refuseraient de nous restituer nos terres, le moment venu », rappelle un leader communautaire.

C'est pourquoi, Djuma Sibatwa a joué la médiation entre les leaders communautaires sceptiques et les réfugiés burundais. Pour y arriver, il a organisé des rencontres d'échanges et expliqué le bien-fondé de vivre en harmonie et penser au développement intégral. Les résultats ne se sont pas fait attendre : les résidents ont changé d'avis et commencé à prêter des terres aux réfugiés. Du coup, les conflits récurrents entre les deux se sont estompés, surtout la lutte pour le bois de chauffage.

Des intérêts communs

« J'ai fini par me mettre dans la peau des réfugiés et comprendre leurs problèmes. Ce sont nos frères et sœurs venus de l'autre côté du lac Tanganyika. Le jour que ça va chauffer chez nous, c'est eux qui vont peut-être

nous accueillir chez eux », selon une source anonyme.

Djuma Sibatwa intervient aussi pour mettre en réseau la DLP et les acteurs étatiques (CNR, ANR, DGM, Service de l'environnement,...) et humanitaires (HCR et ses partenaires). « ...Nous avons un défi de bien collaborer avec la CNR et le HCR sur des documents attestant notre existence en tant que structure dans l'entité... Grâce au chef de groupement, ce problème a été réglé et nous collaborons avec toutes les autres structures qui interviennent dans le camp de réfugiés de Lusenda... », se réjouit Madame Tengeneza, modératrice adjointe de la DLP Lusenda. D'autres acteurs (civils et militaires) pourraient aussi s'impliquer pour consolider et en rajouter aux résultats déjà enregistrés.

A Mulongwe, à près de 45 km de Lusenda, un autre site de réfugiés burundais a été installé en 2017. Il compte autour de 6 000 personnes. Là, les résidents et les réfugiés pourraient profiter de l'expérience de Djuma Sibatwa.

Jacques Asunge, Chargé de Projet « Tujenge Pamoja »

Evariste Mfaume, Directeur Exécutif de SVH

Groupement de Balala-Nord

Créé en 1933 durant l'époque coloniale, le groupement de Balala-Nord est l'un de 18 groupements coutumiers qui se trouvent dans le territoire de Fizi. Il se situe dans le secteur de Tanganyika. Ce groupement compte 07 villages à savoir Lusenda (littoral), Kilumbe, Nakiele (Moyens plateaux) et Kamombo I et II, Lwelela et Kanihura (Hauts plateaux). Ce groupement enregistre environ 41.000 personnes au total dont la majorité est constituée des Babembe. Son chef-lieu est situé au village Lusenda. Ce dernier a accueilli depuis 2015 un camp des réfugiés burundais avec plus de 30.000 personnes. Djuma Sibatwa est président de l'Alliance Nationale des Autorités Traditionnelles au Congo (ANATC), section Fizi. Cette organisation regroupe 18 chefs coutumiers.



« Maman courage » n'est plus !

Avec sa prestance et son « regard de feu », Solange Lusiku Nsimire était connue. Connue des grandes personnalités de Bukavu. Des personnes modestes aussi. Et surtout des confrères et sœurs journalistes. Surtout parce qu'elle défendait la liberté de la presse et les autres droits souvent bafoués... : « *La liberté de la presse, un droit et non un cadeau du politicien* » était sa devise de journaliste. C'est pourquoi, les gens l'appelaient « *Maman courage* ».

Ainée de famille, « *Maman courage* » fait ses études pédagogiques et commerciales à l'Institut Supérieur Pédagogique (ISP) de Bukavu. Formée sur le tas comme journaliste, elle fait ses premiers pas à la Radio Maendeleo avant de rejoindre la radio Maria à l'Archidiocèse Catholique de Bukavu, dont elle deviendra directrice des programmes.

Elle se lance ensuite dans la presse écrite, avec le journal « *Le Souverain Libre* » dont elle devient éditrice jusqu'à sa mort. Ses mérites sont vite reconnus au niveau national, régional et international. Elle obtient d'ailleurs un « doctorat Honoris causa » de l'Université Catholique de Louvain, en Belgique. Elle était aussi membre du conseil d'administration de l'Université Catholique Bukavu (UCB).

Une journaliste engagée

Les éditoriaux et les prises de position de « *Maman courage* » tranchaient par leur audace. Elle dénonçait les pilliers de tout acabit, s'en prenaient aux plus hautes autorités de la province. Ses écrits ne furent pas pour rien dans le désaveu qui frappa un ancien gouverneur de Bukavu, avec lequel elle croisa le fer à maintes occasions. Cela lui valait souvent des démêlées, menaces et intimidations de la part de certaines autorités.

Journaliste doublée d'une femme d'action, Solange Lusiku courait dans tous les sens pour financer « *Le Souve-*

rain Libre », puisant parfois dans les ressources familiales. Son journal paraissait épisodiquement, en fonction des moyens disponibles, imprimé en Ouganda. Elle prenait le risque pour défendre ses valeurs. En 2004, elle avait par exemple été contrainte à 20 jours de clandestinité suite aux menaces de mort du mouvement rebelle RCD (Rassemblement Congolais pour la Démocratie).

Elle avait également fui sa ville natale durant 03 mois, suite à des intimidations en rapport avec son métier de journaliste indépendant, en 2012. Depuis 2013, « *Maman courage* » vivait constamment sous le chantage, était consciente des risques. Elle refusait néanmoins de s'exiler, pour rester aux côtés des siens.

Connue au Burundi aussi

Solange Lusiku Nsimire avait noué un partenariat avec la Maison de la Presse du Burundi en 2016 et 2017 dans le cadre du programme Service Civil pour la Paix d'EIRENE. L'échange d'expériences avec le journal « *Iwacu* » portait sur la production et la diffusion des articles conjoints sur des sujets conflictuels transversaux. Après quelques parutions et une séance d'évaluation, la Maison de la Presse et Solange Lusiku ont organisé un coaching sur l'utilisation des caricatures. « *Maman courage* » disait avoir surtout appris, de ses collègues burundais principes de non-violence tels « *dire sans nuire, montrer sans choquer, informer sans juger ni condamner et informer sans décourager* ».

A 46 ans, elle a tiré sa révérence alors qu'elle avait encore tant de projets à réaliser pour les droits des femmes, la lutte contre l'impunité des crimes oubliés... « *L'Observatoire de la parité* » et le magazine féministe en ligne « *Debout Congolaises* » attestent à plus d'un titre sa compétence, son courage et sa détermination. Elle va fort nous manquer !

Pacifique Muliri, Journal « *Le Souverain Libre* »



EIRENE Grands Lacs

Le service chrétien international pour la paix EIRENE s'engage depuis 2007 pour la promotion d'une culture de paix et de non-violence dans la région des Grands Lacs. Les partenaires du programme EIRENE Grands Lacs sont les organisations burundaises CHIRO et la Maison de la Presse ainsi que les ONGs congolaises Solidarité des Volontaires pour l'Humanité (SVH) et Observatoire Gouvernance et Paix (OGP). Le volet du programme « *cohésion sociale et transformation locale non-violente des conflits* » encourage les initiatives locales à s'engager activement dans leurs communautés pour une culture de paix et de non-violence. Le volet « *médias et paix* » organise des formations des journalistes congolais et burundais en journalisme sensible aux conflits et facilite la réflexion et l'échange sur la paix et les droits de l'homme à travers des débats. À travers le volet « *gestion transparente et équitable des ressources extractives* », les structures de dialogue et de concertation dans l'environnement des mines d'or sont prises en charge. Le quatrième volet prévoit la gestion transnationale des connaissances, l'échange régional et la création des effets de synergie.

Nous vous souhaitons un Joyeux Noël 2018 et vous offrons nos Meilleurs Voeux de Paix et de Bonheur.
L'équipe d'EIRENE vous remercie pour votre engagement et la bonne coopération.



« (...) nous condamnons les violences faites aux femmes et aux enfants ainsi que la persécution politique et les atteintes aux droits humains de toutes sortes. (...) nous nous engageons pour l'élimination de toute forme de violence, qu'elle soit directe, culturelle, institutionnelle ou structurelle. Nous voulons construire un monde où la dignité de chaque être humain ainsi que l'environnement planétaire soient respectés. Nous tendons vers l'équité et la Paix. (...) »

Ensemble c'est possible !

Nous vous interpellons à nous rejoindre pour un mouvement en faveur de la promotion d'une paix juste en toute responsabilité dans tous vos milieux. Comme citoyens et citoyennes de cette seule et unique planète, engageons-nous ensemble, en solidarité pour la Paix dans le monde. »

(Appel de 55 personnes engagées pour la paix provenant d'Afrique, de l'Amérique Latine et d'Europe à l'occasion du 60^{ème} anniversaire d'EIRENE en Octobre 2017 en Allemagne).